

Robert Boyer (sous la direction de), *Capitalisme fin de siècle*, Paris, « Économie en liberté », Coll. Presses Universitaires de France, 1986, 269 p.

Philippe Faucher

Volume 19, Number 1, 1988

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702308ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702308ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Faucher, P. (1988). Review of [Robert Boyer (sous la direction de), *Capitalisme fin de siècle*, Paris, « Économie en liberté », Coll. Presses Universitaires de France, 1986, 269 p.] *Études internationales*, 19(1), 163–165.  
<https://doi.org/10.7202/702308ar>

tériel se sont manifestés tout particulièrement dans les secteurs collectif et privé de l'agriculture. Le secteur privé de l'agriculture représente seulement 11 % des terres cultivables. En 1982, ce secteur produisait plus de 30 % de la production agricole du pays. D'après la revue théorique du Parti, ce secteur aurait produit plus de 59 % des pommes de terre, 59 % des légumes, 57 % des raisins, 53 % des fruits et 57 % des viandes porcines. Le « sur-travail » des propriétaires et des membres de leur famille représente le travail officiel de plus d'un million d'ouvriers réguliers pendant une année. (Cf. *Társadalmi Szemle*, mai 1984, pp. 35-36).

Dans les pays socialistes, les problèmes structurels sont fondamentaux. Lorsque les problèmes structurels se transforment en crise structurelle, doublée d'une crise conjoncturelle — en 1973 et 1979 après les crises du pétrole —, il est impossible de substituer, en pleine crise, la gestion économique par un autre modèle organisationnel. L'auteur souligne à juste titre que les « changements structurels produisent un impact favorable sur le développement de l'intensité du capital. » (p. 76) Cet impact est très visible et mesurable dans les secteurs privé et collectif de l'agriculture comme dans le secteur étatique depuis la légalisation des petites entreprises et organisations.

L'impact de la technologie sur les secteurs et sur leur productivité est analysé entre pays socialistes, comme au niveau international (Europe du Sud, Amérique du Nord).

À côté de l'aspect économique-technique, l'auteur insiste sur l'importance des facteurs tels que les données géographiques, la technostucture et les structures sectorielles de la production lesquels affectent, directement ou indirectement, le niveau d'intensité du capital.

L'auteur, de par ses connaissances lexiques expose, dans une perspective comparative, les données et les problèmes socio-économiques de modes de production différents. Ses réflexions se portent sur les finalités socio-économiques, culturelles et humaines; ce, tout en mettant en relief l'impact social des changements technologiques.

Bien que l'essai de M. Berend s'adresse en priorité aux économistes, l'utilité et la contribution positive de cet écrit est profitable pour toute personne qui s'intéresse du point de vue économique, sociologique ou politique aux systèmes politiques comparés.

Paul PILISI

*Département des sciences humaines  
Université du Québec à Chicoutimi, Canada*

Robert BOYER (sous la direction de), *Capitalisme fin de siècle*, Paris, « Économie en liberté », Coll. Presses Universitaires de France, 1986, 269p.

La modestie n'est pas la vertu la plus répandue chez les économistes. C'est pourquoi l'appel de Robert Boyer à l'histoire, à la sociologie et à la science politique, pour construire un système global d'interprétation du capitalisme contemporain soulève, depuis plusieurs années, l'intérêt de ceux qui sont fidèles à la tradition de l'économie politique.

La rupture dans les régularités et les formes d'organisation des marchés qui perdure depuis le début des années 70 signifie également la fin des orthodoxies économiques. S'il y a désorganisation des structures productives, il faut, propose Robert Boyer en introduction, chercher un autre modèle d'interprétation, qui identifie les conditions qui ont rendu possible le régime de croissance de l'après-guerre, et son épuisement. C'est ce que propose le courant de la régulation.

Le terme de régulation: « désigne l'ensemble des processus formalisés ou implicites qui concourent à l'ajustement de la production et de la demande sociales et correspond à un état donné des formes d'organisation et des structures productives » (souligné dans le texte, p. 20). En plus des analyses sur les structures purement économiques d'organisation de la production et de division du travail (appelé régime d'accumulation), l'analyse accorde une grande importance aux procédures de gestion, aux formes institutionnelles, et aux conflits sociaux qui ensemble constituent le mode de régulation. Dans chaque période historique, au

régime d'accumulation dominant, correspond un mode de régulation spécifique. Ainsi le développement économique contemporain dans les sociétés industrielles avancées a été rendu possible par le mode de régulation « fordiste ». Ce terme définit une nouvelle forme d'intégration du salariat à l'économie par l'association des méthodes tayloriennes et de l'accès à la consommation de masse (p. 69).

L'enjeu de l'ouvrage consiste à poser les jalons théoriques et méthodologiques qui permettront de définir le nouveau mode de régulation en gestation dans ces « capitalismes fin de siècle ». La proposition est riche et le projet stimulant. Les six textes tentent, avec un succès inégal, soit d'appliquer à des situations nationales particulières (États-Unis, France, Chili et Vénézuéla) l'approche de la régulation soit de développer et de préciser la problématique générale en étendant la réflexion au système économique international.

Il apparaît nettement, à la lecture des études nationales, que les propositions théoriques et que les critères méthodologiques du courant de la régulation demeurent trop imprécis pour définir un cadre d'analyse rigoureux. Le chapitre consacré aux États-Unis de Michel Aglietta fait état du dynamisme et des contraintes propres à l'économie américaine. L'échec du « welfare », la baisse de productivité, l'endettement collectif, et la tyrannie de la gestion financière à court terme sont abordés. Aglietta insiste, avec raison, sur la capacité de renouvellement de l'économie américaine, sur la décentralisation de la prise de décision, sur la capacité de générer des emplois, sur la mobilité de la main-d'œuvre, sur le développement du capital de risque et sur les changements en train de se produire au sein de l'organisation des entreprises. L'ensemble de ces constatations présente cependant peu de nouveauté pour ceux familiers avec les travaux de Reich, Bluestone et Harrison, Bowles, Gintis, Piore, etc, et avec le propre ouvrage d'Aglietta portant sur l'économie américaine et publié chez Calmann-Lévy en 1976.

En ce qui a trait aux chapitres consacrés à la France (H. Bertrand), au Chili (C. Omina-

mi) et au Vénézuéla (R. Hausman et G. Marquez), il est regrettable que la préoccupation théorique initiale (l'appartenance au courant de la régulation) ne soit pas reprise de façon explicite dans l'analyse. Le chapitre sur la France brosse un panorama général du développement économique de ce pays depuis les années 50 et met l'accent sur les écueils rencontrés au début des années 70. Les chapitres sur le Chili et le Vénézuéla couvrent l'ensemble du processus d'industrialisation par substitution des importations. La seule préoccupation méthodologique qui réunit ces textes est (au-delà du vocabulaire) l'importance accordée au rapport salarial (c'est-à-dire à la définition des salaires à l'intérieur d'un cadre collectif contraignant). Mais, soulignons-le, la nouveauté de l'approche n'apparaît pas évidente à ceux, qui, régulièrement lisent les ouvrages d'analyses et les études de conjoncture consacrés à ces différentes formations sociales.

Dans la perspective générale de l'ouvrage, le choix des études nationales surprend. Non pas que le Chili et le Vénézuéla ne présentent pas d'intérêt, mais leur pertinence dans le cadre d'une réflexion qui met l'accent sur l'émergence de nouvelles formes institutionnelles et de procédures de gestion, n'est pas évidente. Sans prétendre qu'il s'agisse de modèles, des études faites selon les termes du courant de la régulation, consacrés à la dynamique des capitalismes allemand, italien et japonais auraient peut-être l'occasion de mieux appliquer les propositions théoriques proposées et de mieux convaincre le lecteur de son originalité.

La partie consacrée au système international comprend deux textes. Celui de Jacques Mistral est stimulant et innovateur. L'auteur introduit le concept de régime international pour désigner le système de répartition international de la richesse et de la puissance. Cette démarche se démarque à la fois des analyses qui interprètent le développement de l'économie mondiale comme répondant, à travers les échanges, à l'optimisation de l'usage des ressources, et des thèses qui font de l'échange le vecteur de la domination et de la dépendance. Mistral donne un contenu à la

notion passe-partout de division internationale du travail en y adjoignant celle « d'aire stratégique » qui : « établit un lien entre les potentialités qu'offre et les contraintes qu'impose l'économie dominante à l'ensemble de l'économie mondiale, d'une part, et la dynamique spécifique de l'accumulation du capital dans chaque espace. » (p. 176)

La régulation internationale est la responsabilité des firmes opérant en réseaux et constituant « l'infrastructure opérant la connexion matérielle des espaces économiques. » L'organisation institutionnelle de cette régulation est rapidement abordée. Il est alors question du mode d'opération des firmes internationalisées, des contraintes de la concurrence oligopolistique et rappelle avec justesse l'importance déterminante des politiques nationales. La crise est moins perçue comme la rupture d'un ordre global, que comme un processus d'ajustement où la logique de croissance doit être insérée dans les transformations du régime international et des aires stratégiques correspondantes.

Dans le chapitre sur le tiers monde, Alain Lipietz insiste sur l'absence d'homogénéité du Sud, et sur la grande diversité des stratégies de développement. Le déterminisme sous-développant du grand capital international ne peut servir de référence à la compréhension des politiques nationales de développement. Le Brésil, qui revendique le titre de huitième économie au monde, malgré sa misère et ses profonds déséquilibres régionaux, sert à illustrer l'originalité des stratégies nationales. C'est par un nouveau constat de l'insuffisance des analyses du développement que se termine ce chapitre.

En conclusion, Robert Boyer réitère le caractère fondamental des transformations structurelles appelées à intervenir dans les sociétés capitalistes. Sans disparaître, l'État modifie son intervention, la déréglementation bouleverse les pratiques de nombreux systèmes bancaires nationaux, pendant que le poids de la dette internationale, ajoute à l'instabilité, au Nord comme au Sud. Peu de solutions en vue, mais des tendances, des expériences d'où un ordre négocié ou imposé émergera.

L'ouvrage, dans son ensemble, ne nous paraît pas répondre aux objectifs qu'il s'était fixé. Les textes juxtaposés ne contribuent pas à établir la richesse des propositions théoriques de départ. La seule unité de l'ouvrage se trouve dans la volonté des auteurs de ne pas se satisfaire des analyses périmées tant de droite que de gauche. Ceux familiers avec le courant de la régulation ne trouveront pas ici de grande nouveauté. Ceux que les études nationales intéressent auraient avantage à lire les articles et livres, en général fort bien faits, plus importants et mieux développés, que tous les auteurs, sans exception, ont publié récemment sur les mêmes thèmes.

Enfin on trouve dans d'autres travaux des tentatives de réflexion sur l'émergence des nouvelles formes de « régulation ». L'ouvrage de Ch. Sabel et M. Piore, *The New Industrial Divide* analyse les modes innovateurs d'organisation de la production qui possèdent la flexibilité requise, réalisent de forts gains de productivité, représentent une source significative d'emplois tant au niveau régional que national. Voilà un exemple d'étude concrète du capitalisme « fin de siècle » tel qu'il se réalise aujourd'hui. Au-delà des engagements passagers pour le « modèle japonais » et la passion retrouvée pour « l'excellence », les nombreux ouvrages consacrés à la dynamique et à la réorganisation nécessaire de la firme, sont autant de réflexions utiles sur les nouvelles formes de régulation.

Trop général, et sans nouveauté par rapport aux excellents travaux que les mêmes auteurs ont publiés sur ces mêmes questions, cet ouvrage n'intéressera que ceux qui souhaitent, sans trop approfondir, une présentation succincte du courant de la régulation et des illustrations de son application possible.

Philippe FAUCHER

*Département de science politique  
Université de Montréal*